

Référence : A48S2536 PGC - PGC 1

Date d'édition : 13/06/2025

Rapport comportant : 19 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 3 ARP

OPERATION
NIMES AMENAGEMENT BUREAUX ESPACE SUAPS ET LOGISTIQUE SITE VAUBAN RUE DU DOCTEUR GEORGES SALAN - 30000 NIMES 30000 NIMES
Maître d'ouvrage
NIMES UNIVERSITE RUE DU DOCTEUR GEORGES SALAN SITE VAUBAN 30000 NÎMES

Le coordonnateur SPS
Thomas PAGNON



LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	11/06/2025	PITHON Dorian	DCE	DCE

Diffusion :

Diffusion	NIMES UNIVERSITE		
	Monsieur GITTO Isabelle	Maître d'ouvrage	isabelle.gitto@unimes.fr
	OSTROWSKI DEMUYTER ARCHITECTES		
	Monsieur OSTROWSKI Alexandre	Maître d'oeuvre	agence@odarchi.fr
	SARL TANZI		
	Monsieur VOLLET Louis	Démolitions - maçonnerie - gros oeuvre	louisvollet1310@orange.fr
	Monsieur RIZAULIERE Clément	Démolitions - maçonnerie - gros oeuvre	c.rizauliere@tanzi.fr
	SARL RTI		
	Monsieur RANC Florian	Cloisons doublages plafonds	florianranc.rti@hotmail.com
	Menuiserie BEDOS		
	Monsieur BEDOS Bastien	Menuiseries extérieures	bastien@menuiseriebedos.com
	SOCAMO		
	Monsieur MARTIN	Revetements de sol Parquet	socamo.finitions@wanadoo.fr
	Monsieur FARGES Michel	Revetements de sol Parquet	secretariat@socamo.fr
	SAS CEVENNES CONFORT		
	Monsieur FLORENTY Jean Marc	Plomberie - CVC	chantier@cevennesconfort.fr
	JPELEC		
	Monsieur CHARDES Corentin	ELECTRICITE CFO CFA	c.chardes@jp.elec.fr
	Monsieur MOTY Cédric	ELECTRICITE CFO CFA	c.moty@jp.elec.fr

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	2 pages
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	CHAPITRE 4	13 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 26/05/2025.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération : NIMES AMENAGEMENT BUREAUX ESPACE SUAPS ET LOGISTIQUE SITE VAUBAN

Adresse : RUE DU DOCTEUR GEORGES SALAN - 30000 NIMES
30000 - NIMES

Type d'ouvrage : Batiment existant

Présentation générale de l'ouvrage faisant objet du présent PGC et des conditions de sa réalisation :

NIMES AMENAGEMENT BUREAUX ESPACE SUAPS ET LOGISTIQUE SITE VAUBAN :

La dépose des équipements présents.
La création de plancher pour diviser la hauteur en deux niveaux.
La pose d'un doublage technique et acoustique.
La reprise des réseaux électrique.
L'aménagement des salles.

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Dossiers de plans	Date
Plan de situation - vue aerienne Plan de situation - extrait cadastral	11/06/2025
Plan Etat des lieux (niveau bas + niveau haut + coupe AA EE FF + facade nord est ouest)	11/06/2025
Plan projet (facade nord est ouest + niveau RDC bas + niveau RDC haut + coupe AA EE FF)	11/06/2025
Plan repérage des démolitions (niveau RDC bas et haut)	11/06/2025
Plan de repérage des sols ((niveau RDC bas et haut)	11/06/2025
Plan de repérage des cloisons doublages faux plafonds (niveau RDC bas et haut)	11/06/2025
Plan RDC bas et haut (CVC CFO CFA)	11/06/2025
Plan de repérage des menuiseries extérieures (niveau RDC bas et haut)	11/06/2025
Pieces écrites	Date
CCTP lot 00 à 06	11/06/2025
DPGF lot 00 à 06	11/06/2025
Pieces administratives	Date
RAAT	06/01/2022
Autre	Date
Planning prévisionnel des travaux	11/06/2025

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie **3 ARP**.

2.3.2 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie **3 ARP**, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

2.3.3 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 5 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 10 personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	NIMES UNIVERSITE	RUE DU DOCTEUR GEORGES SALAN SITE VAUBAN 30000 NÎMES Tel : 04-66-36-46-01 guillaume.serra@unimes.fr
Maître d'oeuvre	OSTROWSKI DEMUYTER ARCHITECTES	1 rue Général Perrier 30000 NIMES Tel : 06-26-25-66-42 agence@odarchi.fr

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
OPPBTP	OPPBTP	3 Chem. du Pigeonnier de la Cèpière 31100 Toulouse Tel : 05 61 44 52 62 occitanie@oppbtp.fr
DIRECCTE	DDETS DU GARD	174 rue Antoine Blondin CS 33007 30908 NIMES CEDEX 2 Tel : 04 66 38 55 25 Fax : 04 66 38 55 45 ddets-utcn@gard.gouv.fr
CARSAT	CARSAT	97 Bd Camille Blanc 34200 SETE Tel : 04 67 46 08 07

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 01 - Démolitions - maçonnerie - gros oeuvre	SARL TANZI	24-28 avenue des Artisans ZA du Roubian 13150 TARASCON Tel : 04-90-49-05-24 sas.tanzi@tanzi.fr
Lot 02 - Cloisons doublages plafonds	SARL RTI	65 rue des Clapas 30730 FONS
Lot 03 - Menuiseries extérieures	Menuiserie BEDOS	ZA Fumérien 30129 MANDUEL
Lot 04 - Revêtements de sol Parquet	SOCAMO	354 rue Gustave Courbet PA Charles Martel 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE Tel : 04-67-85-39-72 Fax : 04-67-85-39-71 secretariat@socamo.fr
Lot 05 - Plomberie - CVC	SAS CEVENNES CONFORT	275,Rue André Charles Boulle 30100 Alès Tel : 04-66-3023-45 service-technique@cevennesconfort.fr
Lot 06 - ELECTRICITE CFO CFA	JPELEC	139 rue de Rajol Zac de Fréjorgues EST 34130 MAUGUIO

4. CHAPITRE 4

4.1	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (R4532-44 1°).....	2
4.1.1	Contraintes d'environnement	2
4.1.2	Présence d'amiante	2
4.2	MESURES DE PREVENTION DES RISQUES LIES A LA COACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER.....	3
4.2.1	ARTICLE 4532-44 - 2° Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.	3
4.2.2	ARTICLE 4532-44 - 3° c) Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.	3
4.2.3	ARTICLE 4532-44 - 3° d) Mesures de coordination concernant les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres.....	3
4.2.4	ARTICLE 4532-44 - 3° e) Mesures de coordination concernant les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.	4
4.2.5	ARTICLE 4532-44 - 3° f) Mesures de coordination concernant les l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.....	4
4.2.6	ARTICLE 4532-44 - 3° g) Mesures prises en matière d'interactions sur le site.	6
4.2.7	ARTICLE 4532-44 - 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.....	7
4.2.8	ARTICLE 4532-44 - 5° Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.	8
4.2.9	ARTICLE 4532-44 - 6° Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..	9
	Consignes	9
	Déclaration d'accident.....	10
4.2.10	Mesures d'évacuation	10
4.2.11	Services d'urgence	10
4.2.12	ARTICLE 4532-44 - 7° Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.	11
4.3	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	13

4.1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (R4532-44 1°)

4.1.1 Contraintes d'environnement

Type de site : Urbain

Bâtiments environnants : Oui

Bâtiments mitoyens : Oui

Voies de circulation : Rue du Docteur Georges Salan / Rue Vincent

Activités spécifiques à proximité : Site occupé / université / habitations

Réseaux existants connus par le Coordonnateur SPS au moment de la rédaction du présent document :

- Aucun connu

4.1.2 Présence d'amiante

4.1.2.1 Diagnostic obligatoire avant travaux

Note de synthèse des conclusions du rapport N°23202 :

"Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante"

4.2 MESURES DE PREVENTION DES RISQUES LIES A LA COACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER

4.2.1 ARTICLE 4532-44 - 2° Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Présence de personne non autorisée sur le chantier.	personne autorisée à accéder au chantier = entreprise agréé par MO + IC réalisée + PPSPS transmis	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4532-16
Présence de personne non autorisée sur le chantier.	Port du badge obligatoire.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	Décret n° 2016-175 du 22 février 2016

4.2.2 ARTICLE 4532-44 - 3° c) Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Stabilité des zones de stockage.	Réalisation et entretien pendant toute la phase chantier d'une plateforme de stockage, pouvant accueillir des containers.cf PIC	Lot gros-œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4534-7
Chute de hauteur.	Stockage des matériaux sur zone définie sur le PIC. En cas d'utilisation de locaux dans le bâtiment à construire, identification sur porte.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2

4.2.3 ARTICLE 4532-44 - 3° d) Mesures de coordination concernant les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Sanitaire Chute de plain-pied.	Nous demandons la mise en place de bennes à déchets jusqu'à la fin du chantier, sur plateforme aménagée.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	Loi n° 75.633 du 15 juillet 1975, modifiée par la Loi n°92.646 du 13 juillet 1992

4.2.4 **ARTICLE 4532-44 - 3° e) Mesures de coordination concernant les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.**

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Sanitaire.	Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée. Enlèvement des déchets hebdomadaire.	Entreprise utilisant des produits dangereux.	Toutes les entreprises.	L4121-2

4.2.5 **ARTICLE 4532-44 - 3° f) Mesures de coordination concernant les l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.**

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Chute de personnel.	Mise en œuvre de garde-corps réglementaire en tête de plancher à l'avancement	Lot gros-œuvre	Toutes les entreprises.	L4121-2
Chute de personnel pendant et après la démolition / curage	Mise en œuvre de protections collectives provisoires réglementaires pour tout risque de chute à l'avancement des démolitions (allèges)	Lot gros-œuvre / démolition	Toutes les entreprises.	L4121-2 R345
Electrocution	A l'avancement des travaux, à partir des points de raccordement par le lot gros-œuvre, réalisation et entretien jusqu'à la réception de l'installation électrique de chantier conformément aux règles de la section 704 de la norme NF C 15-100. Cette installation comportera au minimum : : un coffret comportant 4 socles de prises de courant monophasés 10/16 A + T, : un socle de prise de courant 20 A triphasé + T. Aucun point du bâtiment ne doit être distant d'un coffret de plus de 25 m. L'installation électrique de chantier devra être vérifiée par un organisme agréé avant mise en service et lors de chaque modification. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.	Lot électricité.	Toutes les entreprises.	L4121-2 / NFP 03 001 / Fiche OPPBTP G1 F 03 12 R4534-75 R4226-21
Chute causée par gaine technique de petite dimension (< 1mx1m).	Mise en place de plaque fixée ou boîte de protection tronconique.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2 fiche OPPBTP B1 07 10
Chute de hauteur dans gaine technique de grande dimension (> 1mx1m).	Mise en place de treillis soudés (mailles 10cmx10xm maxi)	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2 fiche OPPBTP B1 M 06 10
Chute de hauteur.	Contrôle et remise en conformité hebdomadaire de tous les garde-corps provisoires de chantier (et sur injonction du CSPS/MOE/MO) jusqu'à la réception.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Chute de hauteur.	Rappel des préconisations concernant la prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail : 1° Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	R4323-59

	<p>sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins :</p> <p>a) Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ;</p> <p>b) Une main courante ;</p> <p>c) Une lisse intermédiaire à mi-hauteur ;</p> <p>2° Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.</p>			
Chute de hauteur.	<p>Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :</p> <p>Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (Garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitive de l'ascenseur par exemple)</p> <p>Après suppression du risque en cours de chantier</p> <p>Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective sans suppression préalable du risque de chute :</p> <ul style="list-style-type: none"> - méthodologie à présenter par l'entreprise au MOE et au CSPS. ou - balisage d'interdiction à la zone pour les autres corps d'état et port d'EPI pour l'intervention et dépose / repose de la protection collective. <p>En cas de mise en place incomplète du dispositif de protection collective définitive, prévoir la pose d'ouvrage provisoire supprimant le risque de chute – exemple des garde-corps vitrés : mise en place de remplissage bois avant mise en place des vitrages définitifs.</p>	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque d'empalement.	Mise en place de protection sur tous les fers en attente (isolés ou en nappes).	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2

4.2.6 ARTICLE 4532-44 - 3° g) Mesures prises en matière d'interactions sur le site.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Renversement	Parking personnel.	Lots gros-œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque d'effondrement des planchers.	Confirmation de la surcharge admissible des planchers utilisés comme réception de matériaux.	Bureau d'étude structure.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque d'effondrement lors des démolitions	Réaliser une étude détaillée afin de déterminer : <ul style="list-style-type: none"> le procédé de démolition et les moyens mécaniques à mettre en œuvre, la séquence des démolitions, notamment afin de ne pas surcharger les planchers existants avec des gravats ou une circulation d'engins, les étalements nécessaires le cas échéant, la stabilité des éléments restants (tenir compte des effets du vent) ou contiguës/mitoyens (y compris sous-sol), le périmètre de sécurité. Le mode opératoire de l'entreprise devra être validé avant intervention par un BET STRUCTURE.	MOE / BET Structure Lot démolition	Toutes les entreprises.	L4121-2 R345
Accident lors de chute de matériaux volontaire	Délimiter les emplacements de chute et en interdire physiquement l'accès à toute autre entreprise.	Lot démolition	Toutes les entreprises.	R345
Risque sur réseaux actifs	Avant tous travaux, neutralisation par les lots techniques des réseaux. En cas d'impossibilité (technique ou dû à l'exploitation du site), ceux-ci seront identifiés sur le chantier jusqu'à la réception. Afin d'éviter le rétablissement inopiné de la tension pendant la durée des travaux, prévoir la condamnation, en position d'ouverture, des appareils de coupure ou de sectionnement correspondants	Lots techniques.	Toutes les entreprises	L4121-2 R4534-128
Risque de chute d'éléments lors de la pose d'ouvrages	Interdire l'accès à la zone de pose et assurer la stabilité des ouvrages en phase provisoire.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Coupure-Choc-Heurt Emission de poussières	Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. Privilégier le captage à la source	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2 ED6192
Risque d'incendie.	Tenir à proximité de tous travaux générant étincelle ou point chaud un extincteur.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Feu couvant	Arrêt du poste de travail 1 heure avant le départ du chantier et vérification des zones travaillées.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque de projection.	Percements en plafonds et dalles : balisage des zones d'intervention, en partie haute et en partie basse, pour prévenir le risque de chute de gravats liés au percement (carottage), et interdiction d'accès à une zone en travaux.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2

Risque de projection - généralité.	Balisage des zones d'intervention.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque levage.	Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque de chute de matériel / matériaux.	Balisage en pied pour tous travaux en hauteur.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2

4.2.7 ARTICLE 4532-44 - 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier..

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Interférence avec d'autres chantiers (en cours ou en prévision).	Concertation à l'initiative du maître d'ouvrage des CSPS, maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrages des opérations concernées.	Maître d'ouvrage.	Toutes les entreprises.	Article L4531-3
Risque d'intervention en site occupée ou en exploitation.	Inspection commune avec chef d'établissement.	CSPS	Toutes les entreprises.	R4532-14.
Risque de heurt du personnel de chantier par l'activité du site en exploitation.	Balisage des accès et de la zone en travaux jusqu'à la réception. Séparation des flux intervenants chantier / utilisateurs.	Lot gros-œuvre	Toutes les entreprises	L4121-2

4.2.8 ARTICLE 4532-44 - 5° Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Salubrité du chantier	Avant le début des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception de l'alimentation eau froide depuis le réseau concessionnaire, y compris le ou les compteurs, jusqu'aux installations communes de chantier	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	R4533-3
Risque électrique et salubrité du chantier.	Avant le début des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception de l'alimentation électrique générale de chantier depuis le réseau concessionnaire, y compris le ou les compteurs, jusqu'aux installations communes de chantier. L'installation électrique de chantier devra être vérifiée par un organisme agréé avant mise en service et lors de chaque modification. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	R4533-4
Salubrité du chantier.	Avant le début des travaux, branchements provisoires d'égout depuis le réseau concessionnaire jusqu'aux installations communes de chantier, en tenant compte des aménagements d'hygiène nécessaires.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	R4533-5
Risque sanitaire.	Mise en œuvre de l'installation de chantier (après réalisation des branchements EU/EV – EF – ELECTRICITE) jusqu'à la réception (y compris réalisation des abords). Sanitaires , éclairés, climatisés, chauffés et aérés, nettoyés et désinfectés au moins une fois par jour , comprenant : 1 Cabinet pour 20 personnes 1 Urinoir pour 10 personnes 1 lavabo pour 10 personnes 1 douche pour 8 personnes (en cas de travaux salissants ou insalubres) Vestiaires éclairés, climatisés, chauffés et aérés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté : 1.25 m² et 1 armoire à deux compartiments distincts (vêtements de travail, vêtements de ville) par salarié Local réfectoire éclairé, climatisé, chauffé et aéré tenu en parfait état de propreté : 1.5 m² par salarié Equipement pour déjeuner sur place : Tables et chaises en nombre suffisant	Lot gros-œuvre / MOA	Toutes les entreprises.	L4221-1 R4228-6 à 12, et de 22 à 24. R4534-138 à 145

	Appareil de cuisson ou réchauffage (1 par bungalow réfectoire) Eau potable fraîche (fontaine réfrigérée) et eau chaude (pour chaque bungalow réfectoire) – 3Lminimum/jour/salarié Réfrigérateur (1 par bungalow réfectoire) Les installations tiendront compte de la présence (ou non) de personnel féminin. Selon l'évolution du chantier, des installations supplémentaires pourront être demandées afin de répondre à la réglementation. Les locaux faisant office de salle de réunion seront l'une des salles de l'Université.			
--	--	--	--	--

4.2.9 ARTICLE 4532-44 - 6° Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Appel des secours.	Portable pour tout chef d'équipe d'entreprise devant intervenir sur le site).	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Matériel de secours.	Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2

Consignes

Les consignes à mettre en œuvre sont :

- Localiser et isoler le blessé
- Appel des secours « Centre 15 » ou « Pompiers 18 » en précisant autant que faire se peut, la nature du traumatisme visible et la localisation de l'accident
- Accompagnement depuis le parking extérieur du véhicule et des personnels de secours au blessé, en s'assurant que toutes les circulations verticales et horizontales soient bien dégagées

Déclaration d'accident

Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, **préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures)** et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.

4.2.10 Mesures d'évacuation

L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire :
Par ambulance en empruntant la voie d'accès au préalable dégagée.

4.2.11 Services d'urgence

Désignation	Téléphone
SAMU	15
Gendarmerie	17
Pompiers	18 / 112 (portable)
Pharmacie de proximité	

4.2.12 ARTICLE 4532-44 - 7° Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Incompréhension des consignes de sécurité.	Chaque entreprise devra assurer la présence d'au minimum une personne maîtrisant la langue française sur le chantier, jusqu'à la réception.	Toutes les entreprises intervenant sur le chantier.	Toutes les entreprises.	R4532-38.
Intervention d'entreprise non autorisée.	Chaque entreprise devant intervenir sur le chantier doit prendre rendez-vous avec le CSPS pour réaliser son inspection commune au minimum 15 jours avant son intervention. Chaque entreprise devra tenir informé le CSPS en cas d'intervention de sous-traitant (lui transmettre son PPSPS), et respecter les dispositions décrites ci-avant. Chaque entreprise devra appliquer le PGCSPS et rédiger un PPSPS avant son intervention.	Toutes les entreprises intervenant sur le chantier.	Toutes les entreprises.	R4532-13. L4532-9.

Sous-traitants – Prestataires

En l'absence de définition légale des sous-traitants au sens de la loi 93-1418, un sous-traitant au sens de la coordination SPS sera celui agréé par le maître d'ouvrage au titre de la loi 75-1344 et présenté comme tel au coordonnateur SPS par celui-ci. Tout prestataire de l'entreprise titulaire exécutant des travaux générant un risque majeur en co-activité sera présenté au CspS par l'entreprise titulaire pour réaliser une inspection commune et devra remettre un PPSPS. Les autres prestataires de l'entreprise titulaire agiront sous sa responsabilité. L'entreprise titulaire devra leur transmettre le PGC ainsi que les consignes transmises lors de l'I.C. L'entreprise titulaire procède à une analyse de risque des tâches du prestataire dans son PPSPS si nécessaire. Les prestataires du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre agiront sous leurs responsabilités.

Personnes autorisées :

Les personnes autorisées au sens de la mission de coordination SPS à accéder au chantier, sont :

Les personnels des entreprises titulaires ayant réalisé leur inspection commune et remis leur PPSPS

Les personnels des entreprises sous-traitantes agréées par le MO ayant réalisé leur inspection commune et remis leur PPSPS

Les prestataires définis à l'article 3.1.6

4.3 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Le plan d'installation de chantier sera à soumettre par le lot Gros œuvre - démolitions au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier. Il sera mis à jour sur demande du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS jusqu'à la réception des travaux.

Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants :

- * Installations générales de chantier (base-vie, etc.).
- * Position des clôtures de chantier
- * Position de la signalisation de chantier
- * Position des engins de levage, pendant toute la durée du chantier
- * Emplacement des aires de stockage
- * Position de l'armoire principale de l'installation électrique
- * Positions des armoires secondaires
- * Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets
- * Toute indication que l'entreprise jugera nécessaire pour la parfaite compréhension de son organisation de chantier
- * Toute indication supplémentaire demandée par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS jusqu'à la réception.